



Afuh, Azah et Fomusoh avaient été condamnés à dix ans de prison pour avoir échangé des messages de blague sur Boko Haram.

La justice avait reconnu ces jeunes lycéens coupables de « **non-dénonciation d'actes terroristes** ». Pour cause, avoir partagé par SMS une blague sur le groupe terroriste islamiste nigérian Boko Haram, qui à cette époque commettait des attentats d'une extrême violence dans le nord du Cameroun.

« **Boko Haram recrute des jeunes de 14 ans et plus. Conditions de recrutement : avoir validé quatre matières et la religion au baccalauréat** », voilà le message que les trois élèves au lycée bilingue de Deido s'étaient partagés, et qui a fait basculer complètement leur vie. Le SMS avait été découvert par l'un de ses enseignants, qui a rapidement alerté la police.



6 ans plus tard, avec le grand dialogue national, la Commission indépendante contre la corruption et la discrimination (Comicodi), par une correspondance plaide pour ces jeunes auprès du président Paul Biya. « **Monsieur le Président, Nous prenons notre courage et faisons jouer nos sentiments patriotiques les plus ardents, pour formuler aujourd'hui auprès de vous, une doléance exceptionnelle, à propos de trois de vos enfants, trois jeunes lycéens (- AZAH LEVIS GOB – FOMUSUH IVO FEH – AFUH NIVELLE NFOR) qui croupissent en prison depuis trois ans, et dont le destin s'est obscurci un matin, à la suite d'un jeu d'enfants, une blague insensée** », écrit Shanda Tonme, président de la Commission indépendante contre la corruption et la discrimination (Comicodi).

« **Sachant d'avance que vous ne saurez rester insensible à notre appel, en fait une voix de millions d'autres silencieuses, nous vous remercions de toutes nos forces, et nous renouvelons ce qui en nous, en notre mouvement, avance et vivra pour la paix dans notre pays : Dialogue et tolérance** », ajoute-t-il.